

Les étudiants algériens face à la colonisation

par

Lamine Khan

Définitions

1) Il s'agit ici principalement des étudiants de l'université française. Ces étudiants étaient confrontés à une situation bien particulière à savoir un système qui a pour objet de les préparer à la collaboration et qui, en même temps les maintient dans un milieu d'hostilité feutrée.

Les autres étudiants dont il s'agit sont en fait des élèves des instituts et écoles libres d'arabe. Ces élèves étaient davantage dans leur milieu naturel mais vivaient dans des conditions matérielles plus précaires.

Enfin, les étudiants qui fréquentaient les universités et écoles des pays arabes. Ils étaient protégés du milieu hostile de la colonisation française et leur épanouissement se réalisait d'une façon plus naturelle même s'ils étaient confrontés à des conditions matérielles très dures.

2) Les étudiants en général sont ceux qui ont accédés à l'université. Cependant dans les instituts arabes(Zitouna de Tunis, Karaouines de Fes, El Azhar du Caire), les associations d'étudiants algériens pouvaient accueillir avec les étudiants du cycle supérieur les élèves du cycle secondaire.

3) Pendant la guerre de libération le terme d'étudiants engagés dans le FLN ou l'ALN couvre aussi bien les universitaires que les élèves du secondaire, garçons et filles.

Une résistance culturelle constante

En vérité, les étudiants algériens, dans leur grande majorité, n'ont jamais cessé de se poser en élite de leur peuple. A travers la défense de leur patrimoine culturel arabo- islamique, ils étaient constamment aux côtés de leur peuple.

Même ceux d'entre eux qui, individuellement, ont fait des choix politiques erronés, ont cherché à placer leurs choix au service du bien être de leur peuple. En 130 années de colonisation ceux qui ont abandonné le peuple, soit par naturalisation, soit, encore plus rarement, par christianisation, se comptent à peine par quelques centaines. Sur ce plan l'effort des idéologues de la colonisation qui

ne voyait comme seuls moyens de gagner définitivement l'Algérie à la France, la destruction/élimination de la langue arabe et la christianisation des populations, a été un échec cuisant. Dans son entreprise de déculturation la colonisation a mis la main sur les biens Habous et a détruit le système éducatif traditionnel (Zaouias et écoles coraniques) déclarant la langue arabe langue étrangère. La réponse du peuple, à quelques exceptions près, fut de refuser la scolarisation des enfants dans l'école française. Ce n'est qu'avec la première guerre mondiale que cette attitude cessera progressivement, mais cette nouvelle position du peuple algérien va mettre à jour un conflit d'intérêt entre les colons qui refusaient d'accepter la scolarisation des enfants indigènes y voyant des concurrents potentiels et l'Administration qui, au contraire ,y voyait la possibilité de former des cadres francisés qui les aideraient à encadrer des populations qui apparaissaient à cette époque comme définitivement soumises, mais qu'elles connaissaient encore mal.

Dés qu'ils purent se constituer en association, les étudiants algériens, collectivement, s'engagent dans la résistance culturelle à l'instar de tout le peuple autour d'activités culturelles: conférences et manifestations de défense de la civilisation arabo- islamique; défense de la langue arabe et défense de la religion musulmane (revendication de la séparation de la religion et de l'Etat qui était appliquée aux autres cultes). On va retrouver toutes ces revendications toujours en bonne place à l'occasion du renouvellement des Bureaux des Associations à chaque rentrée universitaire et à l'occasion des congrès d'étudiants nord africains. Ainsi le deuxième congrès nord africain réuni a Alger du 25 au 28 Août 1932 sous la présidence de Ferhat Abbas devait traiter "Des moyens de répandre l'enseignement arabe dans le nord de l'Afrique et de l'enseignement de l'histoire de l'islam en Algérie". Le cinquième congrès réunit à Tlemcen en septembre 1935 adopta les vœux suivants " que la langue arabe soit officielle; que l'enseignement de l'arabe soit assuré dans les écoles primaires, dans le secondaire et le supérieur dans la seule langue arabe classique".

Les étudiants Algériens face à la colonisation

La guerre contre la langue arabe menée par le colonialisme était telle que cette dernière continuait à être frappée d'ostracisme, même après que le "statut de l'Algérie de 1947" lui ait fait une petite place; et encore en 1954 des voix autorisées en la personne d'inspecteurs primaires continuaient "à recommander d'écarter l'enseignement de cette langue considérée dans ce pays comme une forme oppressive d'arabisation" ⁽¹⁾.

La résistance politique

La résistance culturelle ne pouvait mener qu'à la résistance politique ouverte car la première n'était que la face apparente de la seconde.

En 1919 les étudiants Algériens de l'université d'Alger étaient une quarantaine. Ils se groupèrent en Amicale qui, en 1926 devint l'Association des Etudiants Musulmans Nord Africains (AEMAN). En 1930 ils étaient une centaine. D'extraction généralement modeste, ils étaient très proches de leur peuple dont ils partageaient les préoccupations du moment. Le clivage entre eux et leur condisciples européens étaient largement visible comme était la nette séparation des deux communautés, colons et colonisés qui se côtoyaient sans jamais se mélanger.

Leur syndicalisme était certes concerné par l'amélioration de leurs conditions de vie matérielles mais leurs activités culturelles c'est-à dire identitaires conduisaient droit à l'initiation et au débat politiques. Une fois les études terminées, leur engagement continuait sur la scène proprement politique ou on va retrouver beaucoup d'entre eux au premier rang de la revendication nationale. Dans les années 40 vont apparaître à côté des associations estudiantines des militants étudiants recrutés par les partis politiques. A Alger et en France, selon leur tempérament et /ou leurs convictions raisonnées, les étudiants Algériens, pour les plus déterminés d'entre eux, vont rejoindre, le Parti du Peuple Algérien devenu plus tard le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques(PPA/MTLD); les nationalistes modérés iront, soit par prudence, soit par conviction dans la vertu du dialogue avec le

colonisateur, à l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA) de Ferhat Abbas; très proches d'eux étaient les étudiants qui s'apparentaient à l'Association des Oulémas. Enfin les militants communistes se recrutaient surtout parmi les anciens militants PPA /MTLD exclus de ce parti pour activités berberistes.

En vérité la résistance du peuple à l'occupation coloniale n'a jamais cessé et la scène politique ne faisait qu'exprimer cette réalité sous différentes formes selon le moment. Dans l'Algérie colonisée la nature non-miscible du peuplement français et du peuple algérien sera la réalité la plus visible tout au long de l'occupation jusqu'à la libération.

Si en 1912 Lyautey prophétisait que "si la France ne faisait rien l'Algérie serait indépendante dans cinquante ans " et si le père de Faucault en 1919 écrivait "que si les Algériens ne se convertissent pas au christianisme il se produira un mouvement nationaliste qui utilisera l'islam pour mobiliser les masses"; et si 1934 Felix Gauthier voyait bien "que les musulmans sortis de nos écoles deviendront automatiquement nos pires ennemis", de telles visions étaient confirmées et prolongées en écho par l'autre partie. Déjà en 1919 l'Emir Khaled écrivait au président Wilson des Etats Unis d'Amérique (EUA) pour demander l'autodétermination de l'Algérie sous l'égide de la Société des Nations. Dès sa création en 1926 "l'Etoile Nord -Africaine parlait d'indépendance; ainsi les étudiants nord africains réunis pour leur 3ème congrès à Paris décembre 1933, approuvaient "une indépendance des trois pays unis dans une nation nord africaine sur la base de l'islam"; ainsi parlait Cheikh Abdelhamid Ibn Badis: "Le peuple Algérien est musulman est s'apparente à la nation arabe"; et encore "L'islam est notre religion, l'Arabe notre langue et l'Algérie notre patrie", ou encore " la nation Algérienne est musulmane ce n'est pas la France... elle ne veut pas devenir la France et même si elle le désirait elle ne le pourrait pas. C'est une nation totalement éloignée de la France par sa langue, par ses mœurs, par ses origines ethniques par sa religion". Même Ferhat Abbas, après avoir été tenté par l'aventure de l'assimilation, mais avec un cœur toujours

Les étudiants Algériens face à la colonisation

musulman, finit par écrire dans le "Manifeste du Peuple Algérien" en 1943 que "désormais un musulman Algérien ne voudra plus être qu'un Algérien musulman".

A la faveur de la deuxième guerre mondiale et du mouvement de la renaissance arabe(Nahda) l'idée assimilationniste avait pratiquement vécu en Algérie.

Les étudiants musulmans Algériens étaient unanimes sur cette question aussi bien que sur l'objectif/idéal de l'indépendance. Ils différaient, cependant, sur les approches pour y parvenir. Les plus radicaux d'entre -eux étaient pour la violence; les plus modérés inclinaient vers la vertu du dialogue et les communistes cultivaient l'espoir que le Parti Communiste Français (PCF), une fois arrivé au pouvoir à Paris, accepterait d'octroyer à l'Algérie son indépendance.

Compétition partisane et création de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA)

C'est sur la base de ce consensus sur l'idée nationale et la nécessaire indépendance du pays et dans l'acceptation des divergences d'approche que le militantisme estudiantin se poursuivit après la fin de la deuxième guerre mondiale. Les étudiants PPA étaient au devant de la scène . A l'apparition des Udmistes et des communistes des Bureaux d'union, avec présidence tournante, étaient placés à la tête de l'AEMAN. Pendant trois ans se succédèrent à la présidence Sadek Hadjeres ancien militant PPA devenu communiste, Rabah Kerbouche Udmiste et Belaid Abdeslam PPA MTLD. Pour l'année 52-53 Belaid Abdeslam préside un Bureau homogène PPA /MTLD auquel succède l'année suivante un Bureau UDMA présidé par Sadek Saber, avant que le PPA/MTLD n'en prenne à nouveau le contrôle l'année suivante 54-55 avec comme président Mohammed Baghli.

On doit à la vérité de dire que tous les étudiants ne s'intéressaient pas également aux activités de l'Association; cependant à l'occasion des élections du Bureau, au début de chaque rentrée universitaire, environ la moitié d'entre eux se retrouvaient

en assemblée générale pour départager les listes partisans en présence.

D'autre part, depuis 1931, à l'initiative de l'Association des Etudiants Musulmans Nord -Africains (AEMNA) de Paris, les étudiants Nord africains se réunissaient en congrès. Le cinquième congrès eu lieu à Paris en septembre 1935 puis intervint une interruption de quelques années suite à une interdiction des autorités françaises puis à cause de la guerre mondiale . Ces grandes réunions reprirent en 1947 et en 1950 le congrès réunit à Tunis décide de créer une Union Maghrébine des Etudiants Musulmans et désigna à cet effet un secrétariat permanent pour sa préparation. Dans ce contexte les étudiants militants MTLN se réunirent à Alger au siège du parti en juillet 1952. Deux approches étaient considérés: l'une pour la création d'Unions Nationales à fédérer par la suite, l'autre pour un regroupement des AEMAN existantes qui deviendraient des sections de l'Union Maghrébine des Etudiants Musulmans (UMEM). La réunion se décida pour cette deuxième approche et en prépara un projet de statuts qui devait être soumis par le parti aux partis du Néo -Destour Tunisien et de l'Istiqlal marocain. Mais avant que cela ne fut possible les étudiants Tunisiens annoncèrent en juillet 53 la création de leur Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET).

Dés lors les étudiants Algériens s'attelèrent à la création de leur Union Générale. Une course s'engagea entre les étudiants communistes, très actifs en France et notamment à Paris, et les étudiants nationalistes. Les premiers voulaient une Union qui accepterait tous les étudiants d'Algérie qui seraient pour l'indépendance du pays; les seconds ne voulaient qu'une union d'étudiants musulmans, ce dernier qualificatif définissant la véritable identité/nationalité des Algériens. Belaid Abdeslam qui avait présidé le Bureau de l'AEMAN d'Alger s'était inscrit à la faculté de médecine à Paris pour l'année 53-54. A cause de l'autorité qu'on lui reconnaissait pour avoir présidé le Bureau de l'AEMAN d'Alger, Il lui revint d'encadrer les rangs nationalistes dans la bataille qui venait de s'engager à Paris. A Alger, le Bureau

Les étudiants Algériens face à la colonisation

,entre les mains des militants et sympathisants MTLD, attendait. Au moment qu'il jugea opportun Abdeslam m'écrivit une longue lettre dans laquelle il suggérait que l'appel/invitation pour la création d'une UGEMA partit d'Alger ⁽²⁾. L'appel/invitation fut lancée le 27/2/55. Mohammed Seddik Benyahia était dépêché en France pour appuyer l'appel. Une réunion préparatoire suivit en Avril 55 qui convoqua le congrès constitutif pour Juillet de la même année.

Les communistes n'avaient pas, entre temps, renoncé à leur tentative de créer leur Union Générale des Etudiants Algériens l'UGEA et convoquèrent à cet effet un congrès à cette même date. Une UGEA fut effectivement créée mais devant l'option de la très grande majorité pour l'UGEMA elle se s'aborda à la rentrée universitaire en septembre de la même année.

Il faut noter qu'au cours de la bataille du "M" promesse a été faite qu'au lendemain de l'indépendance, le référant "musulman" pour définir l'identité/nationalité Algérienne pourrait être abandonné puisqu'il n'y aurait plus à ce moment là, de menaces de voir l'Union infiltrée par des éléments exogènes. Cette promesse fut tenue par le cinquième congrès de l'UGEMA qui transforma celle ci en Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA). Depuis, le syndicalisme estudiantin s'est fragmenté épousant les différents courants idéologiques qui ont occupé la scène politique nationale.

L'UGEMA et la guerre de libération

Au lendemain du 1er novembre 1954, très rapidement certains étudiants militants du PPA/MTLD allaient, individuellement, trouver leur chemin vers le FLN. La masse des étudiants cependant, observaient attentivement les événements, certes, avec sympathie mais en s'interrogeant sur les chances de réussite de cette nouvelle tentative d'insurrection et peut être une nouvelle aventure de la résistance Algérienne face à l'occupation étrangère. Cette attitude d'expectative ne pouvait être que légitime car les événements douloureux et sanglants du 8 mai 1945 n'étaient pas très loin. De plus, le parti qui prétendait préparer et conduire la

résistance armée était déchiré par une crise interne sans précédent. Et de fait, c'est en dehors des congrès de la scission du parti, celui des Messalistes à Hornu (Belgique) et celui des centralistes à Belcourt (Alger) que le déclenchement de la guerre de libération fut annoncé.

Au fur et à mesure que les jours et les mois s'écoulaient les esprits se préparaient. L'offensive du 20 Août 1955 dans le nord-constantinois allait édifier beaucoup d'entre nous quand à la capacité organisationnelle de la "rébellion"; d'autre part la répression qui suivit devait aussi édifier beaucoup quand à la nature profonde des deux camps en présence.

L'UGEMA qui venait d'être créé quelques mois auparavant se devait de s'exprimer. Elle condamna la répression et affirma son soutien au peuple en guerre. Elle le fit avec la prudence nécessaire mais avec fermeté, protestant contre "les forces répressives qui, détruisant des villages entiers, sans épargner les femmes et les enfants, ont anéantis des milliers de personnes parmi des populations sans défense".

A Alger l'atmosphère dans l'enceinte de l'université s'enfiévrant au fil des jours malgré l'élection d'un Bureau de l'Association Générale des Etudiants d'Alger (l'AGEA) libéral. Le 7 décembre 1955 Rachid Amara, étudiant en lettres, était arrêté; arrestation suivie par celle d'autres camarades, tous déjà engagés dans le FLN. Belkacem Zeddour, un étudiant de la Zitouna, était découvert assassiné après avoir été arrêté par la police. L'UGEMA organise alors une quinzaine de solidarité avec les étudiants emprisonnés commencé le 20 janvier par une journée de grève et de jeûne. De leur côté les étudiants français participaient en masse à "leurs" événements, comme à l'occasion du départ du gouverneur général Soustelle célèbre comme un héros de l'Algérie Française et à l'occasion de l'accueil houleux du nouveau Président du Conseil français Guy Mollet qui, venant de la SFIO, leur faisait craindre un lâchage de l'Algérie par Paris. Les plus radicaux d'entre-eux étaient regroupés autour d'un professeur en droit, Bousquet, dans un

Les étudiants Algériens face à la colonisation

Comité d'Action Universitaire (CAU) qui réussit à renverser le Bureau Libéral de l'AGEA.

Les étudiants musulmans qui se sentaient chaque jour plus menacés, n'hésitaient pas de montrer leur engagement au grand jour. C'est ainsi que le 6 mars 1956 ils protégèrent efficacement le professeur André Mandouze, acquis à l'idée de l'indépendance de l'Algérie, contre des étudiants colonialistes enrégés qui étaient venus l'attaquer en plein cours.

C'est dans de telles circonstances que le 2ème congrès de l'UGEMA se tint à Paris du 24 au 30 mars. La motion politique adoptée à l'unanimité par le congrès ne laissait plus aucune équivoque quant à la position des étudiants musulmans Algériens face au conflit.

On pouvait y lire:

"-Considérant que le colonialisme, source de misère et d'analphabétisme, est la négation même de la dignité d'un peuple

-Considérant que la lutte du peuple Algérien est juste, légitime, dans le sens de l'évolution historique des peuples, et qu'elle ne saurait avoir d'autres aboutissements que l'accession du peuple Algérien à sa souveraineté;

-Considérant enfin que la politique de force, de guerre à outrance et de répression, sans ralentir le mouvement libérateur irréversible, risque simplement d'accumuler les victimes et de rendre impossible une entente souhaitable entre les peuples Algérien et Français souverains;

Le congrès demande:

-La proclamation de l'indépendance de l'Algérie;

-La libération de tous les patriotes emprisonnés

-Des négociations avec le Front de Libération National" ⁽³⁾

Cette position sans équivoque va trouver bientôt une confirmation supplémentaire dans la grève des cours et des examens déclenchée le 19 mai par la section d'Alger de l'UGEMA; la grève fut étendue à l'ensemble des étudiants algériens par la déclaration du Comité Exécutif de l'Union en date du 26 mai. Il

faut préciser que la décision de grève avait été prise par un groupe limité d'étudiants. En effet la section n'avait pu réunir tous les étudiants parce que la réunion extraordinaire avait été décidée sur le champ à la nouvelle de l'égorgement d'un étudiant chez lui à jijel. De plus elle devait se tenir à la maison de l'Etudiant de la Robertsau, mais fut déplacée en dernière minute, de bouche à oreille, au Cercle du Progrès quand on apprit que des étudiants français voulaient la perturber.

La décision de grève prise à la grande majorité des présents devait d'abord être communiquée au Comité Exécutif à Paris. Mais dès le lendemain quand les dirigeants du FLN en furent informés ils me donnèrent l'ordre de déclencher la grève sans tarder⁽⁴⁾.

Le Comité Exécutif à Paris devait naturellement approuver et étendre la grève à l'ensemble de l'UGEMA en faisant sienne la décision de leurs camarades algérois. Entre les dates du 19 et 26 mai, Belaid Abdeslam fut dépêché de Paris pour une consultation avec les dirigeants du FLN qui lui confirmèrent l'ordre de grève.

Si j'ai donné tous ces détails relatifs au cheminement de la création en 1955 de l'UGEMA, qui trouve sa source dans le Congrès des Etudiants Nord Africains en 1950, et les détails relatifs à la décision de la grève et son déclenchement le 19 mai 1956, c'est pour souligner que si les deux événements ont eu lieu pendant la guerre, les décisions qui les concernent ont relevées de la seule initiative des Etudiants eux-mêmes. Qu'au regard du contexte ils aient été attribuées à la direction du FLN, cela me paraît très compréhensible mais ne change rien au faits que je viens d'exposer.

A de très rares exceptions près, la grève fut unanimement suivie. Cependant cela n'allait pas sans poser des problèmes à beaucoup d'étudiants surtout ceux de France car tous les étudiants n'allaient rejoindre le maquis du jour au lendemain. Pour ce qui est des non- grévistes ils se verront exclue de l'UGEMA par le troisième congrès tenu en décembre 57 près de Paris . Cette décision fut à nouveau confirmée par le 4 ème congrès tenu du 26 juillet au 1er août 1960 à Bir El Bey près de Tunis.

Les étudiants Algériens face à la colonisation

A Alger au lendemain du lancement de la grève, les étudiants, et d'abord ceux qui s'y étaient préparés dans les groupes du FLN, étaient acheminés dans les maquis. D'autres les rejoindront à partir de la France après un séjour aux frontières Tunisienne et Marocaine.

Leur nombre ne sera pas considérable mais très honorable comparativement aux autres secteurs de la population citadine. Ceux qui serviront dans les structures du FLN à l'intérieur et à l'extérieur seront plus nombreux. Il faut rappeler ici que le contingent des étudiants proprement dits étaient considérablement augmenté par leurs jeunes condisciples des classes terminales du secondaire qui ont, d'eux mêmes et spontanément, observés l'ordre de grève et l'appel au maquis. L'engagement des étudiants dans le maquis allait, enfin, mettre fin à la propagande mensongère de la France qui persistait à présenter les "événements" d'Algérie comme étant le fait de Fellaga c'est à dire de bandits. Il signifiait aussi l'échec définitif de gagner à la France l'intelligentsia musulmane préparée dans leurs universités.

Il faut ajouter que les plus timides d'entre nous qui étaient restés en dehors du champ de bataille tout en observant l'ordre de grève, n'étaient pas moins d'actifs sympathisants. Pour preuve, on a pas rapporté, à ma connaissance, de cas de collaboration avec l'ennemi parmi cette catégorie de jeunes Algériens..

En service

Au maquis les étudiants ont été affectés aux tâches les plus diverses: secretariat/administration, unités combattantes, commissariat politique, services de santé; plus tard ils serviront dans les services de transmissions. Parmi eux, les étudiants en médecine chargés des services de santé étaient les plus visibles. Les moyens, dont ils disposaient pour les soins étaient, certes, dérisoires mais leur présence a apporté, sans aucun doute, un très grand réconfort tant aux djounoud qu'à la population civile. Je citerai les noms de Mahmoud Atsamena, Abdeslam Ben Badis, Abdelhamid Ben Ghezel, en wilaya 1; Lamine Khene et

Mohammed Toumi, en wilaya 2; Khelil Amrane, Rachid Belhocine, Mohammed Ben Daoud, Djamel Bensalem, Abdelkader Boukhroufa, Ahmed Bouderra, Mustapha Laliem, Abdelalim Medjaoui, Djilali Rahmouni en wilaya 3; Smail Dahlouk, Yahia Fares, Bakir Guedi, Arezki Hermouche, Youcef Khatib, en wilaya4; Omar Chiali, Cherif Cherif, Issad Hassani, Khaled Damerdji, Amine Zighoud (Silvain Brett) en wilaya 5; Brahim Tirichine, qui à la suite d'une mauvaise connexion, s'est retrouvé entre les mains d'un groupe messaliste. Je citerai enfin à titre très exceptionnel le cas de la doctoresse melle Nfissa Hamoud parce que c'est la seule femme médecin du maquis. (On retrouve son nom en tant que vice -présidente du Bureau de l'AEMAN en 47-48). Bien sûr, d'autres médecins ont servi dans les maquis à l'exemple des docteurs Ait Idir, Youcef Damerdji et Ahmed Ben Abid. Les lycéennes, sages femmes et infirmières, ont servi surtout comme infirmières.

Plusieurs Etudiants en médecine ont aussi servi dans l'ALN aux frontières marocaine et tunisienne.

Parmi les étudiants qui ont servi la Révolution à l'extérieur les plus visibles étaient ceux qui faisaient leur apprentissage de la diplomatie en tant que représentants du FLN et, après la création du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne(GPRA), en tant que chefs de mission diplomatique auprès des pays qui avait reconnu ce dernier. Je citerai, toujours à titre d'exemples, les noms Messaoud Ait Chaalal, Ameziane Ait Ahcene, Lakhdar Brahimi, Cherif Guellal, Mohammed Kellou, Abdelhafid Keramane, Toufik Bouatoura, Hacene Aziz, Layachi Yaker, Mohammed Harbi.

Les autres ont rendu d'éminents services dans les départements aussi importants que variés, par exemple, l'information comme Réda Malek Directeur du journal El Moudjahid, la Radio, les transmissions et les renseignements, le ravitaillement et l'armement, notamment dans le ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG) etc..

Enfin ceux qui ont servi dans l'ALN des frontières, souvent après un passage dans les maquis, se sont vus confier d'importantes

tâches de gestion /administration et de commandement. Toujours à titre d'exemples, je citerai les noms de Cherif Belkacem, Boudghen (Colonel Lotfi), Mohammed Boukherrouba (Colonel Boumediene), Abdelaziz Bouteflika, Abderrazak Bouhara, Abdelhamid Brahimi, etc... Ahmed Taouti (Commandant Chaabane).

Au niveau des instances dirigeantes de la Révolution on peut relever les noms de Mohammed Seddik Ben Yahia qui apparaît comme membre supplément du premier Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) et sera membre des CNRA suivants, Lamine Khene membre du CNRA de 57 puis du GPRA (Secrétaire d'Etat à l'intérieur du territoire), les noms de ceux qui ont assumés les commandements de chef de wilaya, et à ce titre ont figuré dans les CNRA successifs, comme les colonels Boumediene, Lotfi et Si Hassan (Youcef Khatib) et enfin le chef d'état-major en la personne du colonel Boumediene.

Il faut aussi noter le travail diplomatique remarquable de l'UGEMA. A partir de la dissolution de l'Union par le gouvernement français le 28 janvier 1958 la direction élue par le 3ème congrès avec pour président Messaoud Ait Chaallal sort à l'exterieur et entreprend de rallier à la cause du peuple algérien les étudiants du monde entier. Par sa présence au sein des organisations estudiantines internationales de l'Est et de l'Ouest et sa participation à leurs grandes rencontres internationales, les étudiants de l'UGEMA sûrent gagner la sympathie des étudiants du monde. Des bourses vont être offertes à nos étudiants dans les pays de l'Est et d'Ouest et chacun de ces boursiers, tout en poursuivant avec sérieux ses études, deviendra un véritable ambassadeur de l'Algérie en lutte. Les étudiants bénéficiaires de ces bourses, généreusement offertes par les Unions Nationales de divers Pays, quelques fois à contre courant de la politique officielle de leur gouvernement, comme c'était le cas des Etats Unis d'Amériques et de l'Allemagne Fédérale, étaient orientés vers les matières scientifiques et techniques (ingéniorat), ce qui fera dire au président Ferhat Abbas à l'inauguration du 4ème congrès de l'UGEMA que " en 6 ans la Révolution Algérienne a formé parmi vous plus de

techniciens que le régime colonial n'en a formés en 130 d'occupation".

Beaucoup de ces étudiants sont tombés au champs d'honneur. Pour leur rendre hommage à tous ainsi qu'à tous les martyrs de la Révolution, j'aimerais citer quelques noms parmi les camarades que j'ai personnellement connus: Rachid Amara, Abdelkader Belarbi Rachid Belhocine, Allaoua Ben Batouche, Bachir Benaceur, Tahar Ben M'Hidi, Meriem Bouatoura, Ammar Bouraoui, Tayeb Ferhat, Mekki Hihi, Hacene Kehal, Malika Kharchi, Abdelhaq Kouicem, colonel Lotfi, Mohammed Lounis, Mekoui, Zoubida Ould Kablia, Ahmed Redjouani, Ahmed Sabeur, Ahmed Taouti (commandant Chaabane), Brahim Tirichine, Hocine Zerrouki, enfin je citerai le nom de Abderrahmane Taleb que je n'ai pas connu personnellement mais que tout le monde connaît, condamné à mort et guillotiné.

D'autres ont connu les affres des prisons, des camps de concentrations et des tortures. Deux noms pour les représenter tous: Belkacem Zeddour et Slimane Asselah tous deux très probablement morts sous la torture, le premier dont le cadavre sera retrouvé en mer, le second sans sépulture connue.

Des survivants, beaucoup reprendront leurs études pour les terminer et tous de s'installer dans la vie civile. On les retrouvera après l'indépendance dans les fonctions les plus diverses de l'administration et du gouvernement; d'autres seront parlementaires et/ou responsables politiques dans le parti FLN; plus tard certains auront le privilège de servir à de très hauts niveaux dans des Organisations Internationales. D'autres enfin assumeront des responsabilités de Chef de Gouvernement et de Chef d'Etat.

Il est clair que tout cela n'aura été possible que grâce aux immenses sacrifices consentis par le peuple pour la libération de la patrie.

Conclusion

On peut dire que dans le mouvement estudiantin depuis sa naissance les étudiants ont épousé sous des formes diverses les préoccupations de leur peuple et de leur temps.

Les étudiants Algériens face à la colonisation

De leur peuple, ils s'en sont toujours voulus l'élite. Attachés à leur identité arabo-islamique ils ont toujours sû et l'ont proclamé clairement, qu'ils avaient des devoirs envers leur société dont le colonialisme voulait les séparer.

De leur temps, ils ont toujours voulu aborder, avec détermination, les défis que leur posait le monde nouveau. Ils ont été studieux, appréciant et assimilant ce qu'on voulait bien leur permettre d'apprendre. Vivant pleinement, peut être plus consciemment que les autres, l'humiliation que l'occupation étrangère faisait subir à leur peuple, ils ont participé activement à la dynamique de l'histoire qui a entraîné, après la deuxième guerre mondiale, les peuples colonisés à leur libération.

Texte del'appel à la grève générale des étudiants

Etudiants Algériens!

Après l'assassinat de notre frère Zeddour Bekacem par la police française, après le meurtre de notre frère aîné, le docteur Benzerdjeb, après la tragique fin de notre jeune frère Brahmi, du collège de Bougie, brûlé vif dans sa mechta incendiée par l'armée française pendant les vacances de Pâques, après l'exécution sommaire dans un groupe d'otages, de notre écrivain Réda Houhou, secrétaire de l'institut Ben Badis de Constantine, après les odieuses tortures qu'on a fait subir aux docteurs Haddam, de Constantine, Baba Ahmed et Tebal, de Tlemcen, après l'arrestation de nos camarades Amara Lounis, Sabeur et Touati arrachés au geôles de l'Administration française, celle de nos camarades Zerrouki et Madi, après la déportation de notre camarade Hihi, après les campagnes d'intimidation contre l'UGEMA, voici que la police nous arrache d'entre les mains, un matin à la première heure notre frère Ferhat Hadjadj, étudiant en propédeutique et maître d'internat au lycée de Ben Aknoun, le torture, le séquestre pendant plus de 10 jours (avec la complicité de la justice et de la haute administration algérienne prévenues de son affaire) jusqu'au jour où nous apprenons, atterrés sous le coût de l'émotion, la nouvelle de son égorgement par la police de Djidjelli, aidée par la milice locale.

L'avertissement donné par notre magnifique grève du 20 janvier 1956 n'aura t-il donc servi à rien?

Effectivement avec un diplôme de plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres! A quoi donc serviraient-ils ces diplômés qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement pendant que nos mères, nos épouses, nos sœurs sont violées, pendant que nos enfants, nos vieillards tombent sous la mitraille, les bombes, le napalm? Et nous "les cadres de demain", on nous offre d'encadrer quoi? D'encadrer qui?... Les ruines et les monceaux de cadavres sans doute, ceux de Constantine de Tebessa de Philipeville, de Tlemcen, et autres lieux appartenant déjà à l'épopée de notre pays. Notre passivité face à la guerre qu'on mène sous nos yeux nous rend complices des accusations ignobles dont notre vaillante armée nationale est l'objet. La fausse quiétude dans laquelle nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences.

Notre devoir nous appelle à d'autres tâches plus urgentes, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses. Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne, aux cotés de ceux qui luttent et meurent libres face à l'ennemi. Nous observons tous la grève immédiate des cours et des examens et pour une durée illimitée. Il faut désertier les bancs de l'université pour le maquis. Il faut rejoindre en masse les rangs de l'Armée de Libération Nationale et son organisme politique le FLN.

Etudiants et intellectuels algériens, pour le Monde qui nous observe, pour la Nation qui nous appelle, pour le destin héroïque de notre pays, serions - nous des renégats?.

Les étudiants Algériens face à la colonisation

- (1) Rapporté par Robert Malan, ancien professeur de la mederssa de Tlemcen et directeur de la maison de l'étudiant de la Robertsau, cité par Guy Pervillé dans les Etudiants Algériens de l'université française 1880-1962
- (2) Après la constitution de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM) en janvier 57 les trois Unions Nationales furent fédérées en une "Confédération Nord Africaine des Etudiants(CNAE) " en janvier 1958 à Tunis.
- (3) Ces positions vont être réaffirmées par le 3ème congrès en décembre 57 à Paris.
- (4) Ne faisant pas partie du bureau de la section dont le président MS Benyahia était en mission à l'étranger, j'ai eu à présider l'assemblée qui prit la décision. L'ordre qui m'a été transmis de déclencher la grève immédiatement m'a été communiqué en tant que militant FLN.